

« La création d'un envoyé spécial pour l'eau douce va contribuer à faire monter la volonté politique »

Portée lors de la Conférence des Nations unies sur l'eau douce, l'installation d'un envoyé spécial se fait toujours attendre. Explications des enjeux avec Marie-Laure Vercambre, directrice générale du Partenariat français pour l'eau.

La garantie d'un accès à tous à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement, comme le demande l'Objectif de développement durable (ODD) n°6 des Nations unies d'ici à 2030 semble difficile à atteindre dans le contexte actuel. Selon l'ONU, pour y parvenir, il faudrait accélérer les progrès réalisés par six pour l'eau potable, cinq pour l'assainissement et trois pour l'hygiène.

Parmi les freins identifiés à l'atteinte de cet objectif figure le manque de gouvernance mondiale de l'eau. Quasiment absent de l'agenda international, la thématique de l'eau est en effet traitée de façon disparate dans plusieurs portefeuilles d'agences et programmes des Nations unies, sans vision globale des enjeux.

Une idée a toutefois fait son chemin en mars dernier lors de la seconde - depuis la création de l'institution - Conférence des Nations unies sur l'eau douce : l'installation d'un envoyé spécial sur l'eau douce. L'ambition serait que la personne désignée puisse renforcer cette gouvernance.

L'installation de l'envoyé spécial « *va donner de la visibilité, contribuer à faire monter une certaine volonté politique* », a indiqué Marie-Laure Vercambre, directrice générale du Partenariat français pour l'eau, à l'occasion du Carrefour des gestions locales de l'eau (CGLE) à Rennes, mercredi 31 janvier.

Mais si 150 pays soutenaient la démarche lors de la conférence, pour l'instant rien ne s'est concrétisé. C'est que la portée réelle de cette nomination dépendra beaucoup de la définition de son mandat et de son poids politique. « *L'envoyé spécial n'est pas là pour se substituer à des négociations entre les États, en revanche son mandat va refléter un certain consensus* », a expliqué Marie-Laure Vercambre.

Réponse probablement en 2026, lors de la prochaine grande conférence sur l'eau aux Nations unies.



Dorothée Laperche, journaliste
Cheffe de rubrique eau / santé environnement